

Distribution: générale

Date: 27 mars 2018

Original: anglais

Point 8 de l'ordre du jour

WFP/EB.A/2018/8-A/1/DRAFT

Questions opérationnelles – Plans stratégiques  
de pays

**Pour approbation**

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org>).

## **Projet de plan stratégique de pays — Afghanistan (2018–2022)**

Durée	1 <sup>er</sup> juillet 2018–30 juin 2022
Coût total pour le PAM	717 670 428 dollars É.-U.
Marqueur de l'âge et de l'égalité hommes-femmes*	3

\* <http://gender.manuals.wfp.org/en/gender-toolkit/gender-in-programming/gender-and-age-marker/>

### **Résumé**

Avec un gouvernement motivé, des ressources naturelles abondantes et une population jeune et diversifiée, l'Afghanistan a le potentiel nécessaire pour bien progresser dans la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Toutefois, un conflit complexe et durable, conjugué aux enjeux climatiques, à l'évolution démographique, aux inégalités entre les sexes, au sous-emploi et à des problèmes de transparence ralentissent considérablement les efforts déployés par le pays pour atteindre les objectifs de développement durable, notamment l'objectif 2 relatif à l'élimination de la faim. L'examen stratégique Faim zéro de l'Afghanistan réalisé en 2017 a mis en évidence des niveaux élevés (parfois sujets à de brusques accélérations) d'insécurité alimentaire et de dénutrition, et présenté une série de recommandations visant à remédier au problème.

Avec le présent plan stratégique de pays, le PAM est bien placé pour aider l'Afghanistan à mettre en œuvre plusieurs recommandations majeures de l'examen stratégique. Ce plan a pour finalité d'aider le pays à éradiquer la faim d'ici à 2030, facilitant ainsi – autant que faire se peut – une transition de plus grande envergure et à plus long terme vers la paix et le développement. Intégrant pleinement les questions transversales de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, de la protection et de la responsabilité à l'égard des populations touchées, il s'articule autour de six effets directs étroitement imbriqués qui couvrent les objectifs de développement durable 2 et 17: interventions d'urgence (effet direct stratégique 1), moyens d'existence résilients (effet direct stratégique 2), nutrition (effet direct stratégique 3), chaînes de valeur de produits nutritionnels (effet direct stratégique 4), cohérence des politiques (effet direct stratégique 5), et plateformes et services communs (effet direct stratégique 6).

#### **Coordonnateurs responsables:**

M. D. Kaastrud  
Directeur régional  
Asie et Pacifique  
courriel: david.kaastrud@wfp.org

M. P. Howe  
Directeur de pays adjoint  
courriel: paul.howe@wfp.org

À la suite de consultations approfondies avec le Gouvernement, les partenaires et les communautés touchées, le PAM a procédé à trois réorientations qui lui permettront d'aider plus efficacement le pays à atteindre l'objectif de développement durable 2. Premièrement, le PAM optera pour des solutions plus durables au niveau des domaines des résultats stratégiques, en privilégiant non seulement les interventions d'urgence (effet direct stratégique 1) mais aussi les moyens d'existence résilients (effet direct stratégique 2), et la prévention en sus du traitement de la malnutrition (effet direct stratégique 3). Deuxièmement, il stimulera les interactions entre les différents domaines de résultats stratégiques, les chaînes de valeur nutritionnelle (effet direct stratégique 4) fournissant des produits enrichis à l'appui des interventions d'urgence, des moyens d'existence résilients et de la nutrition (effets directs stratégiques 1, 2 et 3). Troisièmement, il optera pour un cadrage plus systématique de tous les domaines de résultats stratégiques, lequel sera piloté au niveau national; pour ce faire, il contribuera à améliorer la cohérence des politiques (effet direct stratégique 5) et facilitera l'utilisation de plateformes et de services communs (effet direct stratégique 6).

Ces réorientations permettront au PAM de contribuer à la réalisation des objectifs plus vastes que s'est fixé le pays à long terme, en encourageant la mise en œuvre d'interventions situées au carrefour de l'action humanitaire, de l'aide au développement et de la consolidation de la paix. Ainsi, en optant pour des solutions plus durables, le PAM aidera à renforcer les moyens d'existence et à raviver l'espoir de la population afghane dans l'avenir, ce qui concourra à décourager les gens d'aller rejoindre les groupes armés et favorisera la stabilité. De même, la création d'interactions entre les domaines de résultats stratégiques permettra au PAM d'acheter ses produits alimentaires aux petits exploitants, aux minotiers et aux transporteurs afghans, ce qui aura des effets multiplicateurs sur l'économie du pays – et des avantages pour sa stabilité – tout au long de la chaîne de valeur. En outre, le cadrage national des efforts déployés pour lutter contre la faim et atteindre d'autres objectifs de développement durable aidera le Gouvernement d'unité nationale à instaurer un climat de confiance et à accroître sa légitimité.

Cette approche concorde avec l'engagement pris par le Gouvernement de réaliser les objectifs de développement durable d'ici à 2030, et avec son plan quinquennal, le Plan-cadre national afghan pour la paix et le développement, qui définit la marche à suivre. En réponse aux appels du Gouvernement en faveur d'une action plus coordonnée et plus efficace des Nations Unies, le présent plan stratégique de pays s'inscrit dans l'initiative Unité d'action des Nations Unies pour l'Afghanistan, convenue conjointement, et dans le Plan d'aide humanitaire pour l'Afghanistan, tous deux conçus pour appuyer le Cadre national afghan pour la paix et le développement et la réalisation des objectifs de développement durable. En accord avec cette approche, le plan stratégique de pays du PAM se concentre en priorité sur les partenariats. Tous ces efforts réunis permettront au PAM d'aider l'Afghanistan à atteindre l'objectif Faim zéro et faciliteront la transition vers le développement et la paix durable.

### **Projet de décision\***

Le Conseil approuve le plan stratégique pour l'Afghanistan (2018–2022) (WFP/EB.A/2018/8-A/1), pour un coût total pour le PAM de 717 670 428 dollars É.-U.

---

\* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

## 1. Analyse de la situation

### 1.1 Contexte national

1. Situé entre l'Asie centrale et l'Asie du Sud, doté d'un gouvernement motivé, de ressources naturelles abondantes et d'une population jeune et diversifiée, l'Afghanistan a tout le potentiel nécessaire pour accomplir des progrès considérables vers la réalisation des objectifs de développement durable (ODD). Ces 15 dernières années, le pays a montré qu'il était capable d'apporter des améliorations dans des domaines essentiels tels que la scolarisation et l'espérance de vie. Toutefois, le conflit complexe et durable dont il est le théâtre, conjugué aux enjeux climatiques, aux catastrophes naturelles, à l'évolution démographique, au manque de perspectives d'emploi, à l'omniprésence des inégalités entre les sexes et à des problèmes de transparence, a considérablement miné les efforts consentis par le pays en faveur du développement.
2. De ce fait, l'Afghanistan se trouve actuellement classé au 169<sup>ème</sup> rang sur 188 pays selon l'indice de développement humain. Sa croissance économique est faible, son taux de chômage dépasse 19 pour cent – 13,9 pour cent pour les hommes et 36,4 pour cent pour les femmes<sup>1</sup> – et presque 54 pour cent de sa population vit en dessous du seuil de pauvreté. Avec plus d'un tiers du territoire national contesté ou contrôlé par des éléments hostiles au Gouvernement, l'insécurité est généralisée et en 2016, les affrontements ont fait près de 11 500 victimes parmi les civils et provoqué le déplacement de plus d'un demi-million de personnes. Dans ce pays montagneux, peuplé de communautés géographiquement dispersées et isolées, le conflit a également attisé les clivages sociaux, ethniques et culturels, qui ont eux aussi aggravé l'instabilité.
3. À de nombreux égards, la manière dont évoluera le conflit définira le cours des événements dans le pays dans les années à venir, mais malgré ce contexte difficile, l'Afghanistan a du potentiel pour concrétiser ses aspirations à la paix et au développement d'ici à 2030.

### 1.2 Progrès vers la réalisation de l'objectif de développement durable 2

#### *Progrès vers la réalisation des cibles de l'objectif de développement durable 2*

4. Sous la conduite du Gouvernement, l'Afghanistan accomplit actuellement des progrès importants vers la réalisation des cibles de l'ODD 2, mais ces avancées sont inégales en raison de circonstances adverses.
5. *Faire en sorte que chacun ait accès toute l'année à une alimentation saine, nutritive et en quantité suffisante.* Largement répandue, l'insécurité alimentaire s'aggrave parmi la population, comme l'indiquent les deux indicateurs de l'ODD pour cette cible. Une enquête réalisée au moyen de l'Échelle de mesure de l'insécurité alimentaire vécue montre que 16 pour cent de la population, soit 5,2 millions de personnes, ont souffert d'insécurité alimentaire grave entre 2014 et 2016. Les résultats préliminaires d'une étude menée en 2017 et fondée sur un indicateur local de l'ODD semblent indiquer que ces trois dernières années, l'insécurité alimentaire globale, sous ses formes modérée et grave, est passée de 33 pour cent à plus de 44 pour cent. La sous-alimentation, qui avait atteint un niveau record à la fin des années 1990 avant de reculer rapidement au début des années 2000, a aussi commencé à remonter, jusqu'à atteindre 26,8 pour cent en 2015. Bien que l'insécurité alimentaire touche la plupart de la population, l'examen stratégique Faim zéro de 2017 pour l'Afghanistan indique que les femmes, les enfants, les personnes déplacées, les rapatriés, les ménages dirigés par une femme, les personnes handicapées et les personnes démunies constituent les groupes les plus vulnérables.
6. *Mettre fin à toutes les formes de malnutrition.* L'Afghanistan enregistre des taux de dénutrition élevés. Bien que des progrès importants aient été accomplis ces 15 dernières années, à l'échelon national, la prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans avoisine 41 pour cent – 42,3 pour cent chez les garçons et 39,4 pour cent chez les filles – un niveau alarmant au regard des seuils établis par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). La situation est encore plus grave à l'échelon provincial, avec une prévalence du retard de croissance de 60 à 70 pour cent dans certaines provinces. La prévalence de l'émaciation chez les enfants de moins de 5 ans est de 9,5 pour cent – 10,3 pour cent chez les garçons et 8,7 pour cent chez les filles – mais ce

---

<sup>1</sup> Toutes les données ventilées par sexe et par âge disponibles et pertinentes sont fournies.

taux national masque de grandes disparités qui apparaissent au niveau des données désagrégées. Dans huit provinces, le taux de malnutrition aiguë globale dépasse 15 pour cent, seuil fixé par l'OMS pour désigner une situation d'urgence. Les enfants de moins de 5 ans, notamment les garçons, sont particulièrement exposés à la dénutrition, tout comme les adolescentes, et les filles et les femmes enceintes et allaitantes.

7. *Doubler la productivité agricole et les revenus des petits producteurs alimentaires.* L'agriculture, le plus gros secteur de l'économie, compte pour environ la moitié de la croissance économique en 2016 et constitue une source de revenu pour quelque 44 pour cent de la population – 60,9 pour cent des femmes et 39,8 pour cent des hommes – notamment chez les ménages ruraux, qui sont en grande partie des paysans pratiquant une agriculture de subsistance sur de petites exploitations non irriguées. Toutefois, il faudra déployer beaucoup d'efforts pour atteindre la cible de l'ODD qui prévoit de doubler la productivité et les revenus. En effet, la productivité agricole est étroitement liée à l'irrigation, or actuellement, seuls 40 pour cent des ménages agricoles ont accès à des terres irriguées. Il en résulte que le revenu moyen des familles qui vivent de la vente des produits de l'élevage et de l'agriculture ne dépasse pas 800 dollars. par an. D'après les résultats de l'examen stratégique Faim zéro, les femmes employées dans ce secteur sont particulièrement défavorisées, car elles subissent des discriminations dans plusieurs domaines – propriété foncière (25 pour cent des femmes possèdent leurs propres terres contre 56 pour cent des hommes), information, services financiers, facteurs de production et marchés – et connaissent des taux de chômage et de travail non rémunéré plus élevés.
8. *Assurer la viabilité des systèmes de production alimentaire.* Étant donné le relief montagneux de l'Afghanistan et ses ressources hydriques limitées, 12 pour cent seulement des terres sont cultivables, si bien qu'il est indispensable d'accroître la proportion des terres exploitées de manière productive et durable, conformément à l'indicateur relatif à cette cible. Or le pays est exposé à toute une série d'aléas naturels – inondations, sécheresses, avalanches, glissements de terrain et tremblements de terre – qui, ensemble, touchent 400 000 personnes par an. Étant donné la fragilité de ses écosystèmes, l'Afghanistan est également très sensible aux effets du changement climatique, qui n'ont pas les mêmes incidences sur les hommes et sur les femmes. La production agricole dépend en grande partie de l'eau de pluie ou de la fonte des neiges; or, d'après l'examen stratégique Faim zéro, les températures risquent d'augmenter, les sécheresses de devenir plus fréquentes et les crues éclair de se multiplier en raison d'une fonte des neiges précoce. Face à ces phénomènes et en raison du conflit, il sera difficile d'entretenir des systèmes alimentaires durables. Les catastrophes naturelles et le changement climatique toucheront particulièrement les femmes, les personnes pauvres et les populations rurales.

### ***Environnement macroéconomique***

9. Bien que l'économie constitue l'axe principal de la stratégie du Gouvernement en faveur du développement, le conflit et l'instabilité politique actuelle ont des incidences négatives sur la croissance économique. La croissance annuelle du produit intérieur brut a été estimée à 2,6 pour cent pour 2017 et ne devrait pas beaucoup progresser dans les années à venir. Ces difficultés sont accentuées par des tensions régionales, qui ont parfois entraîné la fermeture des frontières et perturbé les échanges commerciaux. Ces phénomènes nuisent à la sécurité alimentaire et à la nutrition, et ce pour deux grandes raisons. Premièrement, l'agriculture étant le plus gros secteur de l'économie, il apparaît difficile de dynamiser la croissance dans ce domaine alors que le conflit se poursuit. Deuxièmement, avec un chômage qui touche plus d'un cinquième des personnes en âge de travailler, les possibilités de trouver un emploi sont limitées – en particulier pour les femmes, qui subissent une discrimination socioculturelle et institutionnelle – si bien que la population a souvent du mal à satisfaire ses besoins alimentaires et nutritionnels.

### **Principaux liens intersectoriels**

10. L'examen stratégique Faim zéro mené pour l'Afghanistan a recensé six grands problèmes qui sont liés à d'autres ODD mais constituent des facteurs d'insécurité alimentaire et de dénutrition dans le pays, tout en étant eux-mêmes accentués par le problème de la faim. Outre les problèmes relatifs au conflit et à sa durée (ODD 16), au changement climatique et aux catastrophes naturelles (ODD 13) et au manque de perspectives d'emploi (ODD 8) décrits précédemment, les autres grands sujets de préoccupation sont les suivants:
- *Inégalités entre les sexes (ODD 5)*. La société et les structures afghanes sont essentiellement patriarcales et se caractérisent par des normes strictes qui restreignent la mobilité, l'autonomie et l'action des femmes et des filles. Le pays se classe au 154<sup>ème</sup> rang sur 159 selon l'indice d'inégalité entre les sexes. En dépit d'améliorations notables, les filles représentent toujours à peine un tiers des effectifs scolarisés. Environ 33 pour cent des filles se marient avant d'avoir 18 ans, ce qui les prive de certaines perspectives - éducation, moyens d'existence ou encore accès aux responsabilités - et a des incidences négatives sur leur propre état nutritionnel et celui de leurs enfants. La discrimination subie par les femmes se manifeste par de faibles taux de participation au marché du travail et leur relégation aux rares secteurs où il est socialement acceptable qu'elles puissent travailler. Jusqu'à 87 pour cent des femmes sont victimes de violences sexistes et 62 pour cent indiquent subir de multiples formes de violence.
  - *Évolution démographique (ODD 11)*. L'Afghanistan fait face à une croissance rapide de sa population urbaine, accélérée en partie par les déplacements dus au conflit et au changement climatique, ce qui rend la population davantage dépendante des achats alimentaires et vulnérable aux fluctuations de prix. Avec plus de 67 pour cent de sa population au-dessous de 25 ans, soit la troisième plus forte poussée démographique de jeunes au monde, cette vulnérabilité se concentre de plus en plus chez les jeunes.
  - *Problèmes de transparence et de responsabilisation (ODD 16)*. En 2016, l'Afghanistan se classait au 169<sup>ème</sup> rang sur 176 pays selon l'indice de perception de la corruption. Ce problème diffus perturbe à plus d'un titre l'action menée pour éliminer la faim. Le manque de transparence et de responsabilité fait qu'il est difficile pour les familles vulnérables, marginalisées et souffrant de la faim d'obtenir les biens et les services dont elles ont besoin et sape leur confiance dans le système de gouvernance.
11. Ensemble, ces problèmes ont contribué à créer une dynamique négative qui s'autoalimente et perpétue l'insécurité alimentaire et la dénutrition. Comme le décrit l'examen stratégique Faim zéro, le conflit (ODD 16) engendre une situation de faim chronique (ODD 2), perturbe les services de première nécessité et limite les possibilités d'emploi (ODD 8), notamment pour les jeunes en milieu urbain (ODD 11). Le problème est aggravé par le changement climatique, surtout en zone rurale (ODD 13). La faim et le désespoir qui en résultent peuvent, à leur tour, accroître les tensions et le conflit (ODD 16), créant ainsi un cercle vicieux. Dans le même temps, les inégalités entre les sexes (ODD 5) et la fréquence de la corruption (ODD 16) compromettent souvent les principaux moyens de résoudre les problèmes et alimentent les insatisfactions, les tensions et les violences. L'examen stratégique Faim zéro, tout en prenant acte de la complexité de ces dynamiques et des efforts concertés qui ont été déployés pour faire face à certains enjeux, relève plusieurs lacunes et formule les recommandations pour y remédier, lesquelles devront être mises en œuvre en priorité pour parvenir à éliminer la faim.

### **1.3 Lacunes et problèmes liés à la faim**

12. L'examen stratégique Faim zéro présente trois séries de recommandations conformes aux priorités du Gouvernement – des recommandations stratégiques, d'autres portant spécifiquement sur la faim et d'autres liées à un environnement porteur. Les principales recommandations stratégiques prévoient de:
- faire de la réalisation de l'ODD 2 relatif à l'élimination de la faim l'une des grandes priorités de l'Afghanistan, non seulement pour que tous les Afghans puissent réaliser leur plein potentiel physique et mental, mais aussi pour contribuer à créer un cercle vertueux à long

- terme, ayant des effets multiplicateurs bénéfiques pour la paix et le développement dans le pays;
- prendre en charge et mobiliser les ressources nécessaires à la plateforme de coordination multipartite récemment établie – le Programme de sécurité alimentaire et de nutrition pour l'Afghanistan – car la faim est un problème multidimensionnel qui exige des interventions cohérentes et intégrées; et
  - mettre en œuvre les recommandations portant spécifiquement sur la faim de manière à faciliter à terme la transition du pays vers la paix et le développement.
13. Les recommandations portant spécifiquement sur la faim sont structurées en fonction des cibles de l'ODD 2. Pour la cible 1, l'accent est surtout mis sur les interventions humanitaires, les filets de sécurité contribuant à éliminer la faim, et la réserve céréalière stratégique. S'agissant de la cible 2, l'objectif est de développer à la fois le traitement et la prévention de la dénutrition. Pour la cible 3, l'attention se porte sur les systèmes de culture et d'élevage, les ressources naturelles, les services de vulgarisation et les chaînes de valeur des produits nutritionnels. Pour la cible 4, les recommandations se concentrent sur le reboisement, les systèmes d'alerte rapide, la gestion des risques climatiques et l'établissement d'une loi sur la qualité et la sécurité de l'alimentation.
14. Les recommandations pour un environnement porteur préconisent d'améliorer les capacités humaines, d'accroître les investissements nationaux dans la nutrition et dans l'agriculture, de créer un organe indépendant de lutte contre la corruption, et de renforcer les systèmes d'information nationaux relatifs à la sécurité alimentaire et à la nutrition. L'examen stratégique Faim zéro souligne que les recommandations devraient bénéficier aux Afghans où qu'ils vivent, que ce soit dans les zones contrôlées par le Gouvernement ou dans celles hors de son contrôle.

#### **1.4 Priorités pour le pays**

##### ***Priorités du Gouvernement***

15. Le Gouvernement afghan s'appuie sur deux grands dispositifs pour orienter ses efforts de développement: le Programme 2030, qui privilégie la vision à long terme, et le Plan-cadre national afghan pour la paix et le développement, qui définit les priorités à mettre en œuvre jusqu'à la fin de l'année 2021. S'agissant des ODD, le pays a entrepris un examen national volontaire en 2017 qui s'est concentré sur six objectifs essentiels, notamment les ODD 2 et 17, l'ODD 2 étant abordé sous l'angle de l'agriculture. L'examen stratégique Faim zéro pour l'Afghanistan présente un ensemble de recommandations complémentaires et plus complètes qui ont été approuvées par le Gouvernement, notamment le Programme de sécurité alimentaire et de nutrition pour l'Afghanistan.
16. Le Plan-cadre national afghan pour la paix et le développement expose la stratégie à court terme du Gouvernement dans ce domaine et recense 11 programmes nationaux prioritaires qui contribueront à la réalisation de nombreux ODD ayant pour cible les principaux facteurs de l'insécurité alimentaire et de la dénutrition, à savoir le conflit, le climat, l'urbanisation et la marginalisation des femmes. Les programmes nationaux prioritaires les plus proches de l'ODD 2 sur l'élimination de la faim comprennent la Charte des citoyens, le Plan complet de développement agricole, le Programme d'émancipation économique des femmes et le Programme de valorisation du capital humain.
17. À l'appui de l'ODD 2 et des programmes nationaux prioritaires concernés, le Programme de sécurité alimentaire et de nutrition pour l'Afghanistan traite les questions relatives à l'alimentation – disponibilité, accès, utilisation et stabilité – et a porté à la création d'un comité exécutif et de sous-comités axés sur la sécurité alimentaire, la nutrition, et les activités de plaidoyer et de communication. Il est toutefois possible que l'examen stratégique Faim zéro pour l'Afghanistan soit utilisé pour mettre au point une stratégie et un plan d'action actualisés en phase avec les cibles de l'ODD 2.

### ***Priorités du système des Nations Unies et des autres partenaires***

18. En Afghanistan, les Nations Unies ont élaboré un Plan-cadre pour l'aide au développement (PNUAD), mais de vastes consultations sont en cours avec le Gouvernement pour en réviser l'approche et harmoniser le PNUAD avec le Plan-cadre national afghan pour la paix et le développement. À la lumière de ces discussions, les Nations Unies, dans le cadre de leur initiative Unité d'action pour l'Afghanistan, sont convenues de mettre l'accent sur six grands thèmes, à savoir: l'éducation; la sécurité alimentaire, la nutrition et les moyens d'existence; la santé; le retour et la réintégration des réfugiés et des personnes déplacées; la primauté du droit; et les travaux de normalisation. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le PAM, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) privilégient le thème de la sécurité alimentaire, de la nutrition et des moyens d'existence, tandis que l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), le PAM et d'autres acteurs travaillent sur les retours et sur la réintégration.
19. Ces efforts en matière de développement, qui ont pour objectif d'atteindre les cibles du Plan-cadre national afghan pour la paix et le développement, sont complétés par le Plan d'aide humanitaire pour l'Afghanistan. Ce plan, qui traite notamment de la sécurité alimentaire et de la nutrition, a récemment restreint sa définition du terme "humanitaire", qui renvoie désormais uniquement aux activités visant à sauver des vies et ne couvre plus l'aide aux personnes en situation de crise prolongée. Ce changement souligne la nécessité d'assurer une forte complémentarité avec l'approche Unité d'action pour l'Afghanistan. Ensemble, les mesures prises au titre de l'Unité d'action des Nations Unies pour l'Afghanistan et du Plan d'aide humanitaire constitueront le socle de la contribution des Nations Unies à la réalisation des cibles du Plan-cadre national afghan pour la paix et le développement et de l'ODD 2.

## **2. Incidences stratégiques pour le PAM**

### **2.1 Expérience du PAM et enseignements**

20. L'évaluation à mi-parcours de l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) 200447 en Afghanistan, les examens stratégiques de certaines activités et les consultations menées avec les communautés, le Gouvernement, des organismes des Nations Unies et des organisations non gouvernementales (ONG) ont permis de faire ressortir des enseignements et de résultats de plusieurs types, tous cohérents, susceptibles d'éclairer l'orientation future du PAM. Premièrement, il semble qu'un consensus se soit dégagé sur l'efficacité de certaines activités que le PAM devrait donc poursuivre ou renforcer: les interventions d'urgence, la nutrition, la création d'actifs, les rations à emporter, la réserve céréalière stratégique, et l'initiative Achats au service du progrès, le tout sous une forme plus intégrée.
21. Deuxièmement, l'évaluation, et particulièrement les consultations, ont appelé à modifier l'orientation générale jusqu'ici en faveur des interventions d'urgence pour examiner la manière dont le PAM pourrait appuyer des changements à plus long terme susceptibles d'engendrer de véritables transformations dans le pays. Les consultations ont mis en avant la nécessité d'établir des liens entre opérations humanitaires et activités de développement et, dans la mesure du possible, d'appuyer les efforts déployés en faveur de la paix et de la stabilité. Tant l'évaluation que les consultations ont montré qu'il fallait accorder une plus grande importance à l'égalité des sexes.
22. Troisièmement, il est ressorti que le PAM gagnerait en efficacité et en impact s'il s'employait davantage à collaborer étroitement avec ses partenaires des Nations Unies et à suivre les priorités du Gouvernement. Toutefois, il a aussi été observé que le PAM devait trouver un équilibre entre des activités d'appui au Gouvernement conformes aux principes de développement, et des opérations d'aide d'urgence répondant aux principes humanitaires, en particulier dans les zones de conflit où l'accès aux personnes démunies de divers groupes dépend de ce que l'on entend par neutralité, impartialité et indépendance opérationnelle.

## 2.2 Potentialités pour le PAM

23. Fort de ces réflexions et des recommandations de l'Examen stratégique Faim zéro, le PAM exploitera deux grandes potentialités stratégiques dans le cadre du présent plan stratégique de pays (PSP):
- *Tirer parti des activités essentielles en cours pour adopter une approche favorisant davantage la transformation.* L'Examen stratégique Faim zéro, les consultations et les évaluations montrent clairement que les activités essentielles du PAM doivent être maintenues; toutefois, le PAM est aussi encouragé à travailler différemment de manière à faciliter la mise en place de solutions porteuses de transformations à plus long terme. Il est possible de s'engager plus énergiquement dans le domaine du développement, de tisser des liens entre les opérations d'aide humanitaire, les activités de développement et les efforts de paix, et d'établir des partenariats avec les communautés, les organismes des Nations Unies, les autorités et d'autres acteurs en suivant des modalités ouvertes à tous, favorisant l'autonomisation des femmes et propices à l'évolution des relations entre les sexes pour obtenir davantage d'impact.
  - *Explorer les domaines d'action potentiellement stratégiques qui se font jour.* Les travaux sur l'ODD 2, l'ODD 17 et, plus largement, le Programme 2030 en Afghanistan en sont encore à un stade embryonnaire: l'Examen stratégique Faim zéro vient à peine d'être achevé; les Nations Unies, en étroite consultation avec le Gouvernement, révisent leur PNUAD; le Programme de sécurité alimentaire et de nutrition pour l'Afghanistan et l'initiative Renforcer la nutrition viennent d'être lancés; et les discussions sur la protection sociale dans le pays débutent à peine. Le PAM a donc la possibilité de contribuer davantage à la définition de certaines orientations politiques et stratégiques visant à encadrer les efforts déployés pour réaliser l'objectif Faim zéro et les autres ODD.

## 2.3 Réorientations stratégiques

24. Soucieux d'exploiter ces potentialités, le PAM procédera à certaines réorientations stratégiques. Conformément à son Plan stratégique, il synchronisera ses efforts avec ceux consentis par le pays pour réaliser les ODD, en particulier l'ODD 2 visant l'élimination de la faim, afin que son action s'inscrive dans une stratégie globale. À la différence de son approche précédente, le PAM aidera également le pays à progresser dans d'autres domaines, en tirant parti de ses activités Faim zéro pour contribuer, dans la mesure du possible, à la réalisation des objectifs plus vastes de consolidation de la paix et de développement de l'Afghanistan. Pour mieux aider le pays à mettre en œuvre l'ODD 2 et à concrétiser ses aspirations, le PAM opérera trois réorientations opérationnelles – vers des solutions plus durables, des interactions porteuses de transformations et un cadrage au niveau national de l'action prévue pour la réalisation du Programme 2030 – lesquelles structureront son orientation stratégique.

## 3. Orientation stratégique du PAM

### 3.1 Direction, orientations et impacts escomptés

25. Étant donné la complexité de la situation en Afghanistan, l'objectif primordial du PSP est d'aider le pays à éliminer la faim d'ici à 2030 d'une manière qui favorise aussi, autant que faire se peut, une transition de plus grande envergure et à plus long terme vers la paix et le développement. Le bureau de pays concentrera son action sur six effets directs étroitement imbriqués qui contribueront à la réalisation de l'ODD 2 et de l'ODD 17: les interventions d'urgence (effet direct stratégique 1), les moyens d'existence résilients (effet direct stratégique 2), la nutrition (effet direct stratégique 3), les chaînes de valeur des produits nutritionnels (effet direct stratégique 4), la cohérence des politiques (effet direct stratégique 5) et les plateformes et les services communs (effet direct stratégique 6). Outre qu'elle inclut systématiquement, dans tous les effets directs, des questions transversales telles que l'égalité des sexes, la protection et la responsabilité à l'égard des populations touchées, cette orientation stratégique marque pour le PAM trois grands changements de cap qui lui permettront de mieux aider l'Afghanistan à réaliser l'ODD 2 mais aussi à concrétiser ses aspirations de plus grande envergure, en menant les interventions situées au carrefour de l'action humanitaire, de l'aide au développement et de la consolidation de la paix.

26. Premièrement, le PAM optera pour des solutions plus durables au niveau des domaines de résultats stratégiques. Tout en continuant de répondre en priorité aux besoins d'urgence considérables des populations touchées par des crises (effet direct stratégique 1) dans des environnements complexes et mouvants, le PAM s'emploiera à aider les populations à satisfaire elles-mêmes la plupart de leurs besoins alimentaires et nutritionnels (effet direct stratégique 2) afin de garantir un accès durable à l'alimentation. De même, le PAM ne se limitera pas à traiter la malnutrition mais s'emploiera à la prévenir (effet direct stratégique 3), au moyen d'une approche plus stratégique fondée sur le cycle de la vie qui autonomise les femmes et les filles, et mobilise les hommes et les garçons en en faisant des alliés indispensables. Cette réorientation est essentielle à la réalisation de l'objectif Faim zéro en Afghanistan. Elle revient à faire de l'action humanitaire un fondement autant qu'un complément des solutions de développement à plus long terme. L'accent mis sur les moyens d'existence, la prévention de la malnutrition et les approches systémiques contribuera également à donner espoir aux communautés et à favoriser la stabilité et la paix.
27. Deuxièmement, le PAM s'emploiera à renforcer les interactions entre les domaines de résultats stratégiques. Auparavant, il mettait en œuvre un ensemble disparate d'activités qui n'avaient pas de lien entre elles à l'échelon programmatique ou géographique. Dans le cadre du nouveau PSP, les activités prévues se renforceront mutuellement pour créer un cercle vertueux. Les chaînes de valeur des produits nutritionnels (effet direct stratégique 4) permettront de produire localement des aliments nutritifs que le PAM achètera au profit des activités qu'il mène au titre des trois premiers effets directs stratégiques. De même, certains participants disposant de moyens d'existence résilients grâce aux activités de l'effet direct stratégique 2 pourront contribuer à développer des chaînes de valeur de produits nutritionnels (effet direct stratégique 4), et fermer ainsi la boucle. Grâce à ces interactions, les activités se renforceront mutuellement, pourront avoir un impact plus solide et faciliteront la réalisation d'activités se situant au carrefour de l'action humanitaire, de l'aide au développement et de la consolidation de la paix. Par exemple, dans le cadre d'une intervention humanitaire, les intervenants pourront utiliser de la farine de blé enrichie provenant de chaînes de valeur qui achètent des céréales auprès de petits exploitants afghans, font mouliner et enrichir le blé dans des usines, et font livrer les produits par des transporteurs locaux, générant ainsi des effets multiplicateurs pour l'économie et le développement. Ces avantages économiques, s'ils sont équitablement distribués, contribueront à la stabilité.
28. Troisièmement, le PAM s'emploiera à intégrer tous les domaines de résultats stratégiques dans un cadre national plus complet. En privilégiant des politiques cohérentes (effet direct stratégique 5), le PAM pourra appuyer l'action d'ensemble menée pour éliminer la faim en veillant à ce que l'objectif Faim zéro soit considéré comme une priorité de développement et à ce qu'une plateforme multipartite améliore la cohérence de l'ensemble des activités, conformément à deux recommandations issues de l'examen stratégique Faim zéro. Parallèlement, l'effet direct stratégique 6 prévoit la fourniture de services communs et l'utilisation de plateformes communes pour appuyer la réalisation de tous les ODD. En outre, plusieurs effets directs stratégiques sont directement liés, au niveau des produits, à des objectifs s'attaquant aux principaux facteurs responsables de la faim, notamment l'ODD 8 sur l'emploi, l'ODD 5 sur l'égalité des sexes, l'ODD 11 sur l'urbanisation, l'ODD 13 sur l'action climatique et l'ODD 16 sur la paix et la responsabilité. Cette capacité de faire progresser l'ODD 2 et, plus largement, le Programme 2030 devrait contribuer à instaurer la confiance et soutenir la transition vers la stabilité.

### **3.2 Effets directs stratégiques, domaines d'action privilégiés, produits escomptés et activités essentielles**

*Effet direct stratégique 1: D'ici à 2022, les personnes vulnérables en Afghanistan sont en mesure de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels pendant et immédiatement après des situations d'urgence*

29. Étant donné la complexité et la persistance de la situation en Afghanistan, il convient d'adopter une stratégie clé destinée à garantir l'accès à l'alimentation et à la nutrition – et ainsi atteindre la cible 1 de l'ODD 2 – pour que les personnes vulnérables puissent satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels pendant et immédiatement après des situations d'urgence. À l'heure actuelle, cinq grands groupes de population nécessitent ce type d'appui: les personnes déplacées

à l'intérieur du pays en raison du conflit; les personnes touchées par les catastrophes naturelles; les réfugiés; les rapatriés; et les personnes exposées à une insécurité alimentaire saisonnière. Ces différentes populations, et peut-être d'autres, auront besoin d'une assistance dès qu'une urgence surviendra, et ce jusqu'à la fin de 2022.

### ***Domaines d'action privilégiés***

30. Cet effet direct stratégique est centré sur les interventions face aux crises.

### ***Produits escomptés***

31. Le produit suivant permettra d'obtenir l'effet direct attendu:

- Les personnes vulnérables bénéficient de transferts alimentaires ou monétaires à dimension nutritionnelle qui leur permettent de satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels de base et qui favorisent la stabilité (ODD 16).

32. Ce produit fait en sorte que les personnes vulnérables bénéficient de transferts à dimension nutritionnelle pendant et immédiatement après des situations d'urgence. Qui plus est, une assistance d'urgence fournie en temps voulu pourra contribuer à la réalisation de l'ODD 16 sur la paix et la sécurité dans la mesure où la population, en particulier les hommes jeunes, sera moins désespérée et donc moins tentée de rejoindre les rangs d'éléments opposés au Gouvernement pour subvenir à ses besoins alimentaires et nutritionnels. La contribution est donc liée à la réalisation de l'ODD 16 qui vise à réduire toutes les formes de violence et les taux de mortalité qui y sont associés.

### ***Activités essentielles***

*Activité 1: Fournir aux personnes vulnérables une assistance alimentaire à dimension nutritionnelle non assortie de conditions*

33. En étroite collaboration avec les membres du module sur la sécurité alimentaire et l'agriculture, le HCR, l'OIM et des instances gouvernementales telles que l'Autorité nationale afghane de gestion des catastrophes et le Ministère des réfugiés et du rapatriement, le PAM fournira une aide sous forme de transferts monétaires ou de transferts en nature non assortis de conditions et utilisera pour ce faire, dans la mesure du possible, sa plateforme numérique de gestion des bénéficiaires et des transferts (SCOPE). L'approche adoptée prendra en compte la dimension nutritionnelle à au moins deux égards: les rations en nature assureront un apport alimentaire enrichi et équilibré sur le plan nutritionnel et, dans la mesure du possible, toutes les modalités de transfert s'accompagneront d'activités de communication destinées à faire évoluer la société et les comportements et adaptées aux différents groupes de population. L'assistance sera fournie conformément aux instructions du Comité permanent interorganisations en matière d'égalité des sexes, de protection et de responsabilité à l'égard des populations touchées, et répondra aux besoins particuliers des femmes, des hommes, des filles et des garçons, y compris des personnes handicapées.

*Effet direct stratégique 2: D'ici à 2022, les personnes vulnérables parviennent progressivement à subvenir elles-mêmes à leurs besoins alimentaires et nutritionnels*

34. De nombreuses personnes vulnérables, surtout si elles ont été déplacées, peinent à subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels, même une fois la crise achevée. D'autres se heurtent à des difficultés chroniques. Pour atteindre la cible de l'ODD 2 relative à l'accès à la nourriture, il est donc indispensable de compléter les efforts consentis pour garantir l'accès à l'alimentation et à la nutrition pendant et immédiatement après une situation d'urgence (effet direct stratégique 1) par une aide permettant aux populations de gagner en autonomie. Pour avoir un impact notable, les activités destinées à renforcer l'autosuffisance exigeront plusieurs années de mise en œuvre, mais des progrès tangibles devraient être enregistrés d'ici à la fin de la période couverte par le PSP. Parallèlement, le PAM s'attachera à renforcer les moyens dont dispose le pays pour faire face aux situations d'urgence, en augmentant les capacités de l'Autorité nationale afghane de gestion des catastrophes et d'autres institutions concernées, limitant ainsi l'impact potentiel des crises futures sur les populations. Prises conjointement, ces mesures devraient permettre à davantage de personnes vulnérables de couvrir elles-mêmes leurs besoins en matière de sécurité alimentaire et de nutrition d'ici à 2022.

### ***Domaines d'action privilégiés***

35. Cet effet direct stratégique est centré sur la résilience.

#### ***Produits escomptés***

36. Les deux produits suivants permettront d'obtenir l'effet direct attendu:

- Les personnes vulnérables bénéficient d'un appui aux moyens d'existence à dimension nutritionnelle pour améliorer leur autosuffisance, réduire les risques de catastrophe et s'adapter au changement climatique (ODD 13), créer des emplois (ODD 8) en milieu urbain (ODD 11) et rural, et favoriser la stabilité (ODD 16).
- Les personnes vulnérables bénéficient d'une amélioration de la préparation aux situations de crise qui leur permet de couvrir leurs besoins alimentaires et nutritionnels et favorise la stabilité (ODD 16).

37. Les deux produits suivent des approches complémentaires pour parvenir à l'effet direct escompté. Le premier produit, qui est axé sur l'appui aux moyens d'existence, s'adapte à différents contextes de façon à ce que différents groupes de personnes vulnérables puissent se tourner vers des solutions plus durables; le second produit vise à améliorer la capacité du pays de prévenir les crises et d'intervenir si elles surviennent, afin qu'à l'avenir, moins de personnes soient touchées et que l'impact soit moins fort. Le premier produit contribue aussi à l'ODD 13 relatif à l'action climatique grâce aux mesures prises pour réduire les risques de catastrophe, à l'ODD 8 sur l'emploi en fournissant des possibilités de subsistance, et à l'ODD 16 sur la stabilité en contribuant à diminuer la violence. De même, en améliorant la préparation aux situations d'urgence, le second produit contribue aussi à l'ODD 16 en œuvrant à l'amélioration de l'efficacité, de la responsabilisation et de la transparence des institutions.

#### ***Activités essentielles***

*Activité 2: Fournir aux personnes vulnérables un appui aux moyens d'existence assorti de conditions, prenant en compte la dimension nutritionnelle et contribuant à transformer les relations entre les sexes*

38. Conformément aux stratégies nationales en matière de réduction des risques de catastrophe, d'adaptation au changement climatique et d'aide aux rapatriés, et en collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies, tels que la FAO, l'OIM, le PNUD et le Programme des Nations Unies pour l'environnement, le PAM consentira des transferts alimentaires ou de type monétaire aux bénéficiaires s'ils participent aux activités portant sur les moyens d'existence. Ces transferts auront une dimension nutritionnelle car ils seront accompagnés, dans la mesure du possible, d'activités de communication destinées à faire évoluer la société et les comportements, et les rations seront enrichies et nutritionnellement équilibrées. Les actifs à créer seront adaptés aux différentes situations et sélectionnés sur la base d'analyses pertinentes; il pourra s'agir de barrages de retenue, de réservoirs d'eau, de canaux, de plantations d'arbres ou encore de compétences pratiques. Le PAM envisagera également des approches novatrices, telles que des services d'information sur le climat et une assurance fondée sur un indice météorologique. Des analyses portant sur les questions de parité entre les sexes et de protection ainsi que des consultations avec les populations touchées permettront d'éclairer le choix des activités, et le PAM surveillera l'évolution des indicateurs fondamentaux, comme l'emploi du temps, la participation aux activités et aux prises de décisions, et les cas de violence sexiste. Les principaux partenaires nationaux sont le Ministère de l'agriculture, de l'irrigation et de l'élevage, le Ministère du relèvement et du développement rural, l'Autorité nationale afghane de gestion des catastrophes, le Ministère des réfugiés et du rapatriement, le Ministère de la condition féminine, le Ministère du travail, des affaires sociales, des martyrs et des handicapés, et des organisations de la société civile.

*Activité 3: Renforcer les capacités des institutions chargées de la préparation aux situations d'urgence*

39. En complément de son assistance aux moyens d'existence, le PAM aidera le Gouvernement, les communautés et d'autres parties prenantes à renforcer leurs capacités de préparation aux situations d'urgence. Cet appui prendra la forme d'activités telles que des formations techniques et des exercices de simulation. Le PAM et ses partenaires favoriseront la mise en œuvre de mesures de préparation aux situations d'urgence qui permettront de répondre aux besoins des personnes en tenant compte de leur sexe, de leur âge et, le cas échéant, de leur handicap. Le PAM

apportera son appui principalement à l'Autorité nationale afghane de gestion des catastrophes, qui est chargée de coordonner les activités de préparation et les interventions aux niveaux national et provincial, et au Ministère des réfugiés et du rapatriement. En partenariat avec le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, le PAM continuera de guider le Groupe de travail sur la préparation aux situations d'urgence à l'échelle nationale pour qu'il coordonne mieux l'appui apporté au Gouvernement par les organismes des Nations Unies et les ONG.

***Effet direct stratégique 3: D'ici à 2022, la nutrition des personnes vulnérables vivant dans les zones ciblées s'améliore à chaque étape du cycle de la vie***

40. Pour aider le pays à atteindre la cible de l'ODD 2 visant à éliminer la malnutrition, le présent effet direct stratégique se concentre sur la prévention et le traitement de la dénutrition chez les personnes vulnérables en suivant une approche fondée sur le cycle de la vie. Les activités de prévention seront axées sur les provinces où la prévalence du retard de croissance dépasse 40 pour cent chez les enfants de 6 à 59 mois. Les activités de traitement cibleront les provinces où les taux d'émaciation sont supérieurs à 15 pour cent, ou à 10 pour cent s'il existe des facteurs aggravants, ainsi que les situations d'urgence où la malnutrition aiguë globale risque de gagner rapidement du terrain. En suivant l'approche fondée sur le cycle de la vie et à la lumière d'analyses portant sur la problématique hommes-femmes, l'âge et la protection, les activités pourvoient aux besoins nutritionnels immédiats des personnes les plus vulnérables sur ce plan, et définiront les rôles et responsabilités à plus long terme en matière de nutrition de manière à faire évoluer les relations entre les sexes. Il faudra du temps pour qu'un impact intergénérationnel se fasse sentir, mais les taux d'émaciation et, dans une certaine mesure, le retard de croissance devraient diminuer dans les zones ciblées avant la fin de la période couverte par le PSP, grâce aux activités spécifiquement axées sur la nutrition menées au titre du présent effet direct stratégique et des activités à dimension nutritionnelle au titre des effets directs stratégiques 1, 2 et 4.

***Domaines d'action privilégiés***

41. Cet effet direct stratégique est centré sur la résilience.

***Produits escomptés***

42. Les deux produits suivants permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
- Des personnes vulnérables de tous âges – enfants de 6 à 59 mois, enfants scolarisés, adolescentes, filles et femmes enceintes et allaitantes – bénéficient de services nutritionnels et reçoivent des aliments nutritifs spécialisés, l'objectif étant de prévenir et de traiter la malnutrition, et de favoriser l'égalité entre les sexes (ODD 5).
  - Les personnes vulnérables et les communautés auxquelles elles appartiennent bénéficient d'activités de communication destinées à faire évoluer la société et les comportements, l'objectif étant de prévenir et de traiter la malnutrition, et de favoriser l'égalité entre les sexes (ODD 5).
43. Il ressort des produits ci-dessus que la lutte contre la dénutrition dans sa globalité exige que les personnes vulnérables et leurs communautés bénéficient de services nutritionnels et d'aliments nutritifs spécialisés, et participent à des activités de communication destinées à faire évoluer la société et les comportements. S'ils sont fondés sur des analyses minutieuses de la protection et de la problématique hommes-femmes, et sur des mesures concrètes visant à atténuer les risques, ces produits ont la possibilité de faire évoluer les relations entre les sexes. À cette fin, ils aideront les filles à atteindre leur plein potentiel physique et mental, contribueront à l'égalité des sexes en retardant l'âge des mariages, en améliorant la scolarisation et en développant les possibilités de subsistance, et inciteront les filles à intervenir davantage dans la prise des décisions au sein du ménage, autant d'activités qui permettront de réduire le retard de croissance au sein de la prochaine génération. Ces produits contribueront à la réalisation de l'ODD 5 sur l'égalité des sexes et participeront en particulier à l'amélioration de l'indicateur relatif aux mariages précoces.

### **Activités essentielles**

*Activité 4: Offrir aux personnes ciblées et à leur communauté une gamme complète de mesures propres à faire évoluer les relations entre les sexes pour la prévention et le traitement de la malnutrition, notamment des services, des aliments nutritifs spécialisés appropriés et des activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements*

44. Les personnes de chaque groupe d'âge bénéficieront d'une combinaison de services, d'aliments nutritifs spécialisés et d'activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements adaptés à leurs besoins et à leur âge. Les interventions scolaires cibleront deux groupes: d'une part les garçons et les filles dans le primaire, qui recevront à la fois une collation et des rations à emporter, et d'autre part, les filles dans le secondaire, dont les familles recevront des transferts de type monétaire sous réserve qu'elles soient inscrites à l'école et qu'elles suivent les cours. Elles s'accompagneront de mesures appropriées d'atténuation des risques. En étroite collaboration avec l'UNICEF, le PAM réalisera des activités de communication à dimension nutritionnelle destinées à faire évoluer la société et les comportements ciblant les deux sexes et faisant intervenir les hommes, les garçons ainsi que les personnes âgées de la famille qui détiennent suffisamment de pouvoir pour influencer les comportements en matière de nutrition et peuvent s'avérer des alliés précieux. Figurent également parmi les principaux partenaires le Ministère de la santé publique, le Ministère de l'information et de la culture, le Ministère de la condition féminine, l'OMS et des organisations de la société civile.
45. Bien que le PSP accorde davantage de place à la prévention, il est également indispensable de traiter l'émaciation. En complément des efforts appuyés par l'UNICEF pour s'attaquer à la malnutrition aiguë sévère, le PAM renforcera l'enveloppe de prestations sanitaires de base en mettant l'accent sur le traitement de la malnutrition aiguë modérée. L'assistance sera fournie dans des structures fixes ou des dispensaires mobiles pris en charge par le Gouvernement. Des aliments nutritifs spécialisés y seront distribués et une composante sera mise en place pour renforcer les capacités des prestataires de services. Outre l'UNICEF, les principaux partenaires sont le Ministère de la santé publique, l'OMS et des organisations de la société civile.

### **Effet direct stratégique 4: D'ici à 2022, la population a accès dans tout le pays à un large éventail de produits alimentaires nutritifs enrichis à des prix abordables**

46. Pour réaliser les cibles de l'ODD 2 visant à garantir l'accès à la nourriture et à mettre fin à la malnutrition, l'Afghanistan a besoin de systèmes alimentaires capables de résister aux conflits, au changement climatique et à d'autres épreuves, et de permettre à la population de tout le pays d'avoir accès en permanence à des produits alimentaires nutritifs enrichis à des prix abordables. Comme les systèmes alimentaires en Afghanistan fonctionnent mais peuvent être améliorés, le PAM aidera plusieurs chaînes de valeur à produire des aliments nutritifs locaux selon une logique commerciale. Il faudra du temps avant que les chaînes de valeur soient pleinement opérationnelles et résilientes, mais plusieurs produits devraient pouvoir être lancés sur le marché d'ici à 2022.

### **Domaines d'action privilégiés**

47. Cet effet direct stratégique est centré sur la résilience.

### **Produits escomptés**

48. Les deux produits suivants permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
  - Des produits alimentaires nutritifs enrichis et produits localement sont mis à disposition des personnes vulnérables pour subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels.
  - Les personnes vulnérables vivant dans les zones ciblées bénéficient de chaînes de valeur de produits nutritionnels gouvernementales améliorées mobilisant la réserve céréalière stratégique, qui contribueront à subvenir aux besoins alimentaires et nutritionnels de ces personnes et à favoriser la stabilité (ODD 16).

49. Le premier produit met l'accent sur les aliments enrichis produits localement, tandis que le second privilégie la création d'un partenariat novateur privé–public concernant la réserve céréalière stratégique. Ensemble, ces deux approches permettront aux habitants de tout le pays de disposer d'un large éventail de produits. Les efforts déployés pour soutenir la réserve céréalière stratégique renforceront la confiance dans le Gouvernement et notamment dans sa capacité à fournir des services à la population, et contribueront donc à atteindre la cible de l'ODD 16 relative à l'efficacité, à la responsabilité et à la transparence des institutions.

### **Activités essentielles**

#### **Activité 5: Aider le Gouvernement et les partenaires commerciaux à élaborer, renforcer et développer les chaînes de valeur de produits nutritionnels**

50. En coopération avec le Ministère de la santé publique, l'Alliance nationale en faveur de l'enrichissement des aliments, l'Association afghane des minotiers, les coopératives de producteurs de blé et de soja, le Ministère de l'agriculture, de l'irrigation et de l'élevage, le Ministère de la condition féminine, la Banque mondiale, le secteur privé et des organisations de la société civile, le PAM interviendra dans les chaînes de valeur d'au moins trois produits – le blé, le soja et les suppléments nutritifs à base de lipides – pour construire des systèmes alimentaires plus sûrs et plus nutritifs. En fonction des résultats des analyses des risques du marché, de la sécurité alimentaire et de la qualité des aliments, le PAM étudiera la possibilité de produire un certain nombre d'aliments, notamment de la farine de blé enrichie, du lait de soja, un mélange blé-soja, des biscuits à haute teneur énergétique et, à la demande spécifique du Gouvernement, des aliments thérapeutiques et des suppléments nutritionnels prêts à consommer. La principale modalité consistera à renforcer les capacités, en privilégiant l'amélioration des systèmes alimentaires du pays plutôt que la fabrication de produits spécifiques. Avec ses partenaires commerciaux, le PAM s'attachera à aider les petits exploitants, à développer les capacités locales de mouture et d'enrichissement, à accroître la demande sur les marchés au moyen de campagnes d'information publiques, et à améliorer la qualité et la sécurité des aliments. Une attention particulière sera accordée aux femmes, qui sont souvent reléguées aux plus bas échelons des chaînes de valeur. Avec le Gouvernement, le PAM améliorera également le fonctionnement de la réserve céréalière stratégique et de sa chaîne d'approvisionnement.

#### **Effet direct stratégique 5: D'ici à 2022, les institutions nationales et infranationales ont une approche plus exigeante au niveau des politiques de sécurité alimentaire et de nutrition**

51. Si les autres effets directs stratégiques permettent au PAM de participer à certaines grandes stratégies du pays en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, le présent effet direct lui permet d'appuyer les structures locales et nationales qui donnent de la cohérence à l'effort général et de cadrer son action. Le PAM concentrera son aide sur le Programme de sécurité alimentaire et de nutrition pour l'Afghanistan, et sur des organes similaires en tant que structures de coordination aux niveaux local et national, pour produire des efforts cohérents plus ciblés en faveur de l'élimination de la faim. Les travaux destinés à améliorer la cohérence des politiques devraient débuter en 2018 et se poursuivre jusqu'à la fin de 2022.

### **Domaines d'action privilégiés**

52. Cet effet direct stratégique est centré sur la résilience.

### **Produits escomptés**

53. Les deux produits suivants permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
- Les personnes vulnérables bénéficient d'une politique Faim zéro plus cohérente, notamment en matière de protection sociale, laquelle doit permettre d'améliorer leur sécurité alimentaire et leur nutrition et favoriser la stabilité (ODD 16).
  - Les personnes vulnérables tirent profit du fait que l'objectif Faim zéro est davantage reconnu comme une priorité majeure du développement qui doit permettre d'améliorer leur sécurité alimentaire et leur nutrition, et favoriser la stabilité (ODD 16).

54. Ces deux produits sont complémentaires. Le premier met l'accent sur l'appui aux structures pour améliorer la cohérence et s'orienter ensuite vers des approches plus globales, tandis que le second a trait à des activités de plaidoyer et de communication qui contribueront à faire de l'objectif Faim zéro une priorité de développement pour soutenir la coordination et les approches globales. Ces produits participent à deux titres à la réalisation de l'ODD 16: en renforçant l'efficacité, la responsabilité et la transparence des institutions et – compte tenu de l'approche favorable à l'évolution des relations entre les sexes que le PAM a adoptée pour développer les capacités du pays – en garantissant des prises de décisions témoignant d'une capacité de s'adapter, profitant à tous, participatives et représentatives à tous les niveaux.

#### **Activités essentielles**

*Activité 6: Aider les représentants du Gouvernement et les partenaires à améliorer la cohérence de la politique Faim zéro, en particulier en matière de protection sociale, et à favoriser la reconnaissance de l'objectif Faim zéro comme une priorité de développement*

55. En étroite collaboration avec la FAO et l'UNICEF, le PAM aidera les institutions comme le Programme de sécurité alimentaire et de nutrition pour l'Afghanistan aux niveaux local et national à piloter la coordination et à participer à la création d'un filet de sécurité Faim zéro. Ce filet s'appuiera sur les programmes et la plateforme SCOPE du PAM, et s'inscrira dans un programme de protection sociale plus large pour aider équitablement les groupes vulnérables qui ont du mal à subvenir à leurs besoins alimentaires essentiels, notamment les ménages dirigés par une femme et les personnes handicapées. Les activités proposées par le PAM pour que l'objectif Faim zéro devienne une priorité nationale pourraient comprendre, entre autres, une campagne de communication et de sensibilisation de l'opinion publique; des recherches destinées à renforcer les arguments utilisés dans cette campagne; l'éducation; et l'établissement d'un réseau Faim zéro. La principale modalité consistera à renforcer les capacités et tiendra compte de la problématique hommes-femmes. Le PAM collaborera étroitement avec l'OMS, le PNUD, des organisations de la société civile, des acteurs du secteur privé et des établissements universitaires.

***Effet direct stratégique 6: La communauté d'aide humanitaire a davantage de moyens pour répondre aux besoins dans l'ensemble du pays jusqu'à la fin de 2022***

56. Cet effet direct stratégique permet au Gouvernement et à l'ensemble de la communauté de l'aide humanitaire et de l'aide au développement de mieux répondre aux besoins des populations touchées, et concoure ainsi à la mise en œuvre d'activités plus vastes visant à réaliser les ODD, ce qui s'inscrit dans la ligne de l'ODD 17 qui a trait au renforcement des partenariats mondiaux. L'effet direct stratégique 5 expose clairement la façon dont le PAM peut appuyer la mise en place d'une action d'ensemble, fondée sur des politiques cohérentes, que l'effet direct stratégique 6 contribuera à mettre concrètement en œuvre grâce à la fourniture de plateformes et de services communs. Ces derniers fonctionneront pendant toute la période couverte par le PSP, bien que certains, comme SCOPE, puissent être déployés dans la durée.

#### **Domaines d'action privilégiés**

57. Cet effet direct stratégique est centré sur les interventions face aux crises.

#### **Produits escomptés**

58. Les deux produits suivants permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
- Les personnes vulnérables bénéficient de la plateforme SCOPE, de la chaîne d'approvisionnement, des technologies de l'information et des communications (TIC), des installations et des services de gestion de l'information fournis par le PAM à ses partenaires, afin de recevoir en temps voulu une assistance efficace.
  - Les personnes vulnérables bénéficient des services de transport aérien fournis par le PAM à ses partenaires, afin de recevoir en temps voulu une assistance efficace.

59. Ces produits présentent les différentes manières dont le PAM peut aider l'ensemble de la communauté de l'aide humanitaire et de l'aide au développement ainsi que le Gouvernement à réaliser le large éventail des ODD. Le PAM exploite l'ensemble de ses moyens (plateforme SCOPE, chaîne d'approvisionnement, TIC, installations, gestion et communication de l'information, etc.) pour contribuer à la mise en œuvre concrète de l'action des partenaires, tandis que les services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies leur permettent de se rendre auprès des personnes démunies.

### **Activités essentielles**

*Activité 7: Mettre à disposition des partenaires la plateforme SCOPE, la chaîne d'approvisionnement, les TIC et des services de gestion et de communication de l'information en vue de renforcer l'efficacité des opérations sur le terrain*

60. À l'appui de l'action des organismes des Nations Unies, des ONG et du Gouvernement, le PAM fournira une gamme de services communs et des plateformes pour aider le pays à réaliser l'objectif Faim zéro et les autres ODD. L'utilisation de SCOPE par un vaste éventail de partenaires permettra, d'une part, aux acteurs de l'aide humanitaire et du développement de fournir en temps voulu une assistance efficace et plus transparente et, d'autre part, au Gouvernement d'utiliser la plateforme pour mettre en œuvre des programmes de protection sociale. En outre, le PAM s'emploiera à optimiser les services de transport et d'entreposage à l'usage des partenaires et étudiera la possibilité de fournir de nouveaux services; à soutenir l'ensemble de la communauté dans le domaine des TIC, notamment la protection des données et la confidentialité; et à fournir des installations communes dans les lieux où il est présent. Le PAM peut également contribuer à établir un système d'information sur la sécurité alimentaire et sur la nutrition. La principale modalité sera la prestation de services.

*Activité 8: Fournir des services aériens d'aide humanitaire à tous les partenaires tant qu'il n'existe pas d'autres solutions acceptables*

61. Avec l'aide des Services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies (UNHAS), le PAM fournira des services de transport aérien à ses partenaires pour qu'ils puissent venir en aide aux personnes démunies dans les zones du pays difficiles d'accès du fait de l'insécurité, du relief montagneux et des intempéries. Doté d'une flotte d'aéronefs à voilure fixe et d'hélicoptères, l'UNHAS propose 25 destinations à plus de 160 organisations. Son travail consiste principalement à proposer des services en étroite coordination avec des services complémentaires assurés par PACTEC International et par la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan.

### **3.3 Stratégies en matière de transition et de retrait**

62. Le présent PSP a été conçu par le PAM comme le premier d'une série de trois plans successifs prévus pour se compléter les uns les autres en vue d'éliminer la faim et, dans une perspective plus vaste, de faciliter l'instauration de la paix et du développement d'ici à 2030. L'objectif de ce PSP est de préparer le terrain au moyen des effets directs stratégiques décrits plus haut. Une fois que les programmes et les structures indispensables seront en place, y compris le démarrage éventuel d'un système de protection sociale comprenant un volet de réduction de la faim et fonctionnant sur la plateforme SCOPE, le PSP suivant devrait mettre davantage l'accent sur le renforcement des capacités pour faire en sorte que le pays soit en mesure d'assumer graduellement lui-même la gestion de ces stratégies. Le dernier PSP mis en œuvre avant 2030 sera axé sur la réalisation des ODD 2 et 17 et s'appuiera sur les acquis en matière de protection sociale et de renforcement des capacités obtenus grâce aux PSP précédents. Faire progresser l'égalité des sexes sera une priorité stratégique commune aux trois plans, puisque l'élimination de la faim repose sur la parité. Enfin, compte tenu de l'instabilité de la situation en Afghanistan, il est difficile de prévoir la tournure que prendront les choses et la manière dont évoluera le conflit; aussi, ces plans consistent-ils à jeter les bases d'une action plus stratégique tout en permettant au PAM de s'adapter à un contexte en constante mutation.

## 4. Modalités d'exécution

### 4.1 Analyse des bénéficiaires

<b>TABEAU 1: NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES DES TRANSFERTS DE VIVRES ET DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE, PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ</b>				
<b>Effet direct stratégique</b>	<b>Activité</b>	<b>Hommes et garçons</b>	<b>Femmes et filles</b>	<b>Total</b>
1	Assistance alimentaire non assortie de conditions	2 718 000	2 829 000	<b>5 547 000</b>
2	Appui aux moyens d'existence assorti de conditions	1 167 000	1 215 000	<b>2 382 000</b>
3	Traitement et prévention de la malnutrition	1 163 000	1 980 000	<b>3 143 000</b>
<b>Total</b>		<b>5 048 000</b>	<b>6 024 000</b>	<b>11 072 000</b>

63. Durant la période d'exécution du PSP, le PAM viendra en aide à plus de 11 millions de bénéficiaires directs – 20 pour cent de femmes, 18 pour cent d'hommes, 31 pour cent de filles et 31 pour cent de garçons. C'est l'effet direct stratégique 1 qui compte le plus grand nombre de bénéficiaires, suivi par les effets directs stratégiques 3 puis 2; cela témoigne de l'importance que le PAM continue d'accorder aux interventions d'urgence, mais aussi du recentrage sur des approches à plus long terme. Le PAM s'est appuyé sur les indicateurs de l'ODD 2 pour recenser les provinces où les problèmes liés à la faim sont les plus graves et où son action devrait se concentrer. Les critères spécifiques de ciblage varieront en fonction des activités mais prendront dûment en considération les éléments potentiels de vulnérabilité, comme le sexe, l'âge et le handicap.

### 4.2 Transferts

#### *Transferts de vivres et transferts de type monétaire*

64. Le PAM aura recours aux distributions d'aide en nature, aux transferts de type monétaire ou à une combinaison de ces deux modalités en fonction du contexte. Il choisira la modalité la mieux adaptée sur la base de critères d'efficacité, d'efficacités, d'économie et de sécurité. Toutefois, comme le PAM continue d'intensifier l'usage des transferts de type monétaire, leur proportion devrait croître au cours des premières années du PSP jusqu'à atteindre environ 30 pour cent du portefeuille. L'assistance en nature, à savoir la farine de blé enrichie, les suppléments nutritifs à base de lipides et le mélange blé-soja, sera achetée localement au titre de l'effet direct stratégique 4 en vue d'accroître les avantages économiques et sera adaptée aux préférences et aux besoins nutritionnels des communautés.

**TABLEAU 2: RATIONS ALIMENTAIRES (grammes/personne/jour) ET VALEUR DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE (dollars/personne/jour)  
PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ**

	Effet direct stratégique 1		Effet direct stratégique 2			Effet direct stratégique 3						
	Activité 1		Activité 2			Activité 4						
Volet	Distribution générale de vivres: personnes déplacées, rapatriés, réfugiés	Distribution générale de vivres: non assortie de conditions	Activités d'assistance alimentaire pour la création d'actifs	Formation professionnelle	Distribution générale de vivres: moyens d'existence	Collation scolaire: classes 1-6	Rations à emporter: filles classes 1-6	Transferts de type monétaire: filles classes 7-12	Programme de supplémentation alimentaire généralisée: enfants âgés de 6 à 23 mois	Programme de supplémentation alimentaire généralisée: filles et femmes enceintes et allaitantes	Programme de supplémentation alimentaire ciblée: enfants âgés de 6 à 59 mois	Programme de supplémentation alimentaire ciblée: filles et femmes enceintes et allaitantes
Modalité	Vivres ou transferts de type monétaire	Vivres ou transferts de type monétaire	Vivres ou transferts de type monétaire	Transferts de type monétaire	Vivres ou transferts de type monétaire	Vivres	Vivres	Transferts de type monétaire	Vivres	Vivres	Vivres	Vivres
Céréales	476	238	476	-	238	-	-	-	-	-	-	-
Huile	35	21	35	-	21	-	150	-	-	-	-	-
Légumes secs	33	24	75	-	24	-	-	-	-	-	-	-
Sel	2	2	5	-	2	-	-	-	-	-	-	-
Biscuits à haute teneur énergétique	-	-	-	-	-	50	50	-	-	-	-	-
Supercereal Plus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	250	-	250
PlumpyDoz	50	50	50	-	50	-	-	-	50	-	-	-
PlumpySup	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	92	-
Total	596	285	641	-	285	50	200	-	50	250	92	250
Total kcal/jour	2 203	1 336	2 216	-	1 336	225	225	-	260	947	497	947
% kcal d'origine protéique	14	12	14	-	13	11	11	-	10	18	10	18
% kcal d'origine lipidique	19	28	18	-	28	30	30	-	50	14	59	14
Transferts de type monétaire (dollars/personne/jour)	0,42	0,16	0,38	0,18	0,16	-	-	0,08	-	-	-	-
Nombre de jours d'alimentation	60/120/365	90	180	180	90	240	240	240	180	180	90	150

<b>TABLEAU 3: TOTAL DES BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES/ TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE ET VALEUR</b>		
<b>Produits alimentaires/transferts de type monétaire</b>	<b>Total (tonnes)</b>	<b>Total (dollars)</b>
Céréales	201 409	72 909 944
Légumes secs	23 104	11 355 487
Huile et matières grasses	27 825	27 616 796
Aliments composés et mélanges	56 170	68 455 906
Autres	1 744	234 329
<b>Total (produits alimentaires)</b>	<b>310 252</b>	<b>180 572 463</b>
Transferts de type monétaire		92 604 880
<b>Total (valeur des produits alimentaires et des transferts de type monétaire)</b>	<b>310 252</b>	<b>273 177 343</b>

### ***Renforcement des capacités, notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud***

65. Bien qu'aucun effet direct stratégique de ce PSP n'ait directement trait au renforcement des capacités, cet élément fait partie intégrante du plan. Il apparaît clairement dans le produit et l'activité relatifs à la préparation aux situations d'urgence, où l'Autorité nationale afghane de gestion des catastrophes est associée à l'effet direct stratégique 2, ainsi que dans l'appui fourni au Programme de sécurité alimentaire et de nutrition pour l'Afghanistan et à d'autres institutions contribuant à la réalisation de l'effet direct stratégique 5. Les effets directs stratégiques 1, 3, 4 et 6 ont tous recours à la modalité de renforcement des capacités. Dans toute la mesure possible, le PAM envisagera la possibilité de tirer parti de la coopération Sud-Sud pour renforcer les capacités. La Chine et son centre d'excellence, l'Inde et d'autres pays en développement contribueront à combler les lacunes et à faciliter la mise en œuvre du PSP, et, dans une perspective plus large, à promouvoir la sécurité alimentaire et la nutrition, en organisant des échanges de ressources, de connaissances spécialisées et de technologies.

### **4.3 Chaîne d'approvisionnement**

66. Compte tenu de l'enclavement du pays, des graves contraintes liées à la sécurité, des aléas naturels et des tensions politiques régionales, la chaîne d'approvisionnement devra conserver toute son agilité pour pouvoir fournir des services d'appui efficaces en temps voulu. Le PAM se concentrera sur deux grands secteurs. En premier lieu, il appuiera les systèmes de production et d'enrichissement de produits alimentaires tant pour ses propres activités que pour le secteur privé. En second lieu, exploitant sa vaste infrastructure et ses nombreuses connaissances en matière de logistique et favorisant les échanges et les interactions entre le Gouvernement, le secteur privé et diverses organisations, le PAM fournira, sur la base d'un recouvrement intégral des coûts, des services destinés à renforcer les chaînes d'approvisionnement nationales et à aider les principaux partenaires à réaliser d'autres ODD.

### **4.4 Partenariats**

67. Étant donné l'accent mis sur l'appui à la réalisation d'autres ODD pris en charge conjointement, les partenariats sont indispensables à la réussite du PSP. Le PAM en établira dans divers domaines: capacités, politiques et gouvernance, sensibilisation, connaissances, et ressources. L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes constitueront des questions prioritaires dans tous les partenariats.

68. *Capacités*: Le PAM harmonise son action avec les plans et priorités du Gouvernement, en établissant des partenariats avec les ministères aux niveaux national et infranational. Au titre des effets directs stratégiques 1, 2 et 3, le PAM élaborera et mettra en œuvre ses activités en collaboration étroite avec les populations touchées et ses partenaires coopérants, dont la plupart sont des organisations nationales de la société civile. Par ailleurs, le secteur privé est un partenaire indispensable pour la mise en œuvre des activités de la chaîne de valeur nutritionnelle (effet direct stratégique 4), pour la réalisation des transferts de type monétaires (effets directs stratégiques 1, 2 et 3) et pour la définition de compétences utiles sur le marché du travail (effet direct stratégique 2).
69. *Politiques et gouvernance*: Dans le cadre de l'effet direct stratégique 5, le PAM s'emploiera activement à soutenir la cohérence des politiques, notamment par le biais du Programme de sécurité alimentaire et de nutrition pour l'Afghanistan aux niveaux national et infranational, conjointement avec l'UNICEF et la FAO. Cette approche permettra de renforcer la conduite des opérations à l'échelon national, d'accroître la durabilité et de faciliter la mise en place de stratégies de retrait. Le PAM participera également à l'amélioration de la coordination de l'action humanitaire. Il codirige avec la FAO le module sur la sécurité alimentaire et l'agriculture et codirige le groupe de travail du Programme de sécurité alimentaire et de nutrition pour l'Afghanistan sur les activités de plaidoyer et de sensibilisation de l'opinion publique; c'est également un membre actif du module sur la nutrition présidé par l'UNICEF. Ces partenariats permettent d'envisager de manière globale la réalisation des effets directs stratégiques et de répartir les tâches de manière coordonnée.
70. *Sensibilisation*: Au vu de la priorité accordée aux activités de plaidoyer et de sensibilisation de l'opinion publique au titre de l'effet direct stratégique 5, le PAM devra envisager de nouveaux partenariats. Il collaborera avec les médias, le secteur privé et des agences de communication pour sensibiliser le public aux questions de sécurité alimentaire et de nutrition. Il pourrait également envisager d'encourager l'établissement d'un réseau inclusif de la société civile axé sur l'élimination de la faim qui contribuerait à faire de l'ODD 2 une priorité de l'action publique.
71. *Connaissances*: De nombreux aspects du PSP tournent autour du savoir. Le PAM collaborera avec les universités et d'autres institutions pour évaluer ses programmes de manière rigoureuse, vérifier leur efficacité et procéder à des ajustements à mi-parcours pour les améliorer. Il fera également réaliser des travaux de recherche tels que des études sur le coût de la faim, dans le but de produire des éléments de preuve susceptibles d'influencer les décisions des pouvoirs publics. Le secteur privé pourra, pour sa part, contribuer à élaborer et à expérimenter d'éventuelles mesures novatrices. Il ne faudra pas négliger de consulter les communautés touchées, les donateurs, les organismes des Nations Unies et les ONG qui ont tous des vues différentes sur ces questions.
72. *Ressources*: Le PAM collaborera étroitement avec les donateurs, le Gouvernement et le secteur privé pour trouver le soutien financier nécessaire au PSP, en tenant compte des possibilités de mobilisation des ressources dans le pays (voir la section 6 – Des ressources axées sur les résultats). Grâce à un exercice rigoureux de planification des effectifs, il mènera une action concertée pour faire en sorte de disposer des ressources humaines appropriées nécessaires à la mise en œuvre du PSP.

## **5. Gestion de la performance et évaluation**

### **5.1 Modalités de suivi et d'évaluation**

73. Compte tenu des problèmes de sécurité, le Bureau du PAM en Afghanistan adoptera une stratégie de suivi et d'évaluation adaptée à un contexte difficile, qui prévoit si nécessaire de faire appel à des tiers pour effectuer le suivi, d'exploiter le plus possible les moyens de la technologie et de travailler conjointement avec des partenaires. Pour chacun des effets directs stratégiques, le bureau de pays mettra au point un plan de suivi qui tienne compte de la problématique hommes-femmes et soit conforme au Cadre de résultats institutionnels du PAM et à la stratégie du PAM en matière de suivi. Il élaborera une procédure opératoire normalisée indiquant les délais à respecter ainsi que les rôles et les responsabilités de chacune des parties, notamment des contrôleurs sur le terrain, des équipes d'appui aux programmes et du personnel du bureau de

pays. En raison des difficultés d'accès, le bureau de pays continuera de demander aux équipes d'appui aux programmes d'assurer le suivi en tant que tiers, mais, comme le proposait l'évaluation à mi-parcours de l'IPSR, la procédure opératoire normalisée sera remaniée et mise à jour à la lumière de la nouvelle approche du PSP et précisera les situations dans lesquelles il convient d'avoir recours aux équipes d'appui aux programmes.

74. En outre, suivant les recommandations de l'évaluation à mi-parcours de l'IPSR, le bureau de pays procède actuellement à une simplification et à une harmonisation de la collecte des données avec la mise en place d'une méthode de collecte et d'analyse des données utilisant la téléphonie mobile, avec l'appui du bureau régional. En lien avec cette méthode, le système d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité par téléphonie mobile est actuellement utilisé pour collecter les données de suivi post-distribution auprès des populations qu'il est difficile d'atteindre, comme les ménages récemment déplacés, et pour obtenir directement par téléphone des informations des femmes et des filles, en ayant pour ce faire recours à des opératrices téléphoniques. À ces mesures viendront s'ajouter un centre d'appels et une permanence téléphonique interorganisations spécialement réservés à cet effet. Enfin, le bureau de pays expérimentera avec l'UNICEF, à partir de 2018, un suivi conjoint des programmes de traitement de la malnutrition aiguë modérée et grave, qui, s'il fonctionne bien, sera généralisé.
75. S'appuyant sur les enquêtes menées par les pouvoirs publics et les modules d'action groupée et sur les données recueillies tant par les équipes d'appui aux programmes que par le système d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité par téléphonie mobile, le PAM fixera des valeurs de référence qui permettront d'évaluer les progrès accomplis vers la réalisation de l'ODD 2 – qu'il s'agisse de ses objectifs, de ses produits et de leurs liens avec d'autres ODD et de ses activités – et de mesurer les indicateurs transversaux, conformément aux directives institutionnelles en matière de suivi. Le bureau de pays a inscrit au budget un examen à mi-parcours et une évaluation du portefeuille de pays qui guideront l'élaboration du prochain PSP. Pour favoriser l'apprentissage et le perfectionnement en continu, le bureau de pays établira un système de rapports trimestriels sur le suivi assorti éventuellement d'une visualisation des données afin de faire part régulièrement des avancées des programmes et des problèmes rencontrés. En outre, les enseignements tirés des examens et des évaluations seront discutés en interne lors de sessions annuelles de planification de la performance et communiqués à l'extérieur à l'occasion des réunions trimestrielles qui se tiennent avec les donateurs et des consultations semestrielles qui ont lieu avec les partenaires. Afin de donner corps à cette démarche ambitieuse, le bureau de pays affecte actuellement au suivi et à l'évaluation un fonctionnaire international, des administrateurs nationaux et d'autres personnels pour renforcer sa capacité dans ce domaine.

## 5.2 Gestion des risques

### *Risques contextuels*

76. Étant donné la complexité et l'instabilité de la situation en Afghanistan, le PAM sera vraisemblablement confronté à plusieurs grands risques contextuels durant la mise en œuvre du PSP. Tout d'abord, il se peut que les combats s'intensifient et que les tensions régionales dégénèrent au cours des prochaines années, entraînant une aggravation des besoins humanitaires. Face à ce risque, le PAM instaurera des plans de secours et adoptera des mesures minimums de préparation et d'intervention immédiate.
77. Deuxièmement, avec le conflit en cours, il est difficile de venir en aide à tous ceux qui en ont besoin. Conscient de ce problème, le PAM a élaboré une stratégie d'accès, confié des responsabilités à des équipes d'accès locales et nationales, collaboré avec l'équipe élargie des Nations Unies dans le pays et avec le Centre de compétences en matière de négociations humanitaires à Genève, et souscrit aux principes humanitaires s'appliquant dans des situations d'urgence.

### ***Risques programmatiques***

78. La faible disponibilité de partenaires coopérants et de prestataires de services financiers et leurs capacités limitées, notamment dans les régions où règne l'insécurité, sont un risque programmatique majeur qui pourrait compromettre la qualité des programmes, retarder leur exécution et réduire les possibilités d'intensification des activités. Pour atténuer ce risque, le PAM mettra l'accent sur le renforcement des capacités des partenaires coopérants en matière de gestion des programmes, de suivi et d'établissement de rapports. Parallèlement, le PAM aura recours à son mécanisme de conformité pour effectuer des vérifications, à des tiers chargés du suivi pour assurer la transparence, et à ses bureaux de section pour évaluer la performance. S'agissant des prestataires de services financiers, il a également instauré un système de garanties d'exécution et d'autres assurances.
79. Vu l'instabilité de la situation, le PAM risque de voir l'aide alimentaire ou les transferts de type monétaire détournés par des groupes armés. Il a mis en place des mesures pour éviter ce risque, notamment des évaluations indépendantes, une surveillance rigoureuse des itinéraires de livraison, l'affectation d'escortes comme mesure de dernier recours, un suivi indépendant des distributions et des livraisons par petites quantités. Au cas où des détournements se produiraient, le PAM a mis en place un système pour faire en sorte que tout incident soit signalé, vérifié et documenté comme il convient. Un comité de conformité examine chaque situation pour décider des mesures à prendre, tirer des enseignements et selon le cas, clore le dossier.
80. Une autre source d'inquiétude est le risque d'augmentation des problèmes de protection: par exemple remettre une aide de type monétaire uniquement aux filles risque par inadvertance d'inciter à la violence; des regains de tension risquent d'exacerber les violences sexistes; ne pas s'assurer que les personnes handicapées ont accès aux programmes peut contribuer à les marginaliser. Par ailleurs, les programmes peuvent creuser davantage les inégalités entre les sexes, par exemple en augmentant la charge de travail des femmes. Pour atténuer ces risques, le PAM effectuera une analyse des questions de protection et de la problématique hommes-femmes avant de mettre ses activités en œuvre, renforcera les capacités dans ces domaines, collectera des données quantitatives et qualitatives sur l'impact des activités du PAM et prendra les mesures correctives qui s'imposent.
81. Afin d'atténuer tous ces risques, le bureau de pays participe à l'action menée par les Nations Unies pour établir une permanence téléphonique conjointe gérée par le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets et dont l'objectif est de permettre aux bénéficiaires et à d'autres personnes de faire part en toute sécurité de craintes en rapport avec des activités opérationnelles sur le terrain. Le PAM enquête sur tous les problèmes signalés et prend des mesures pour éviter que de tels incidents ne se reproduisent à l'avenir. Conformément au principe de responsabilité à l'égard des populations touchées, il veillera à ce que celles-ci soient suffisamment informées et consultées.
82. Dernier risque programmatique, le PAM pourrait ne pas recevoir suffisamment de ressources pour financer le recentrage de ses activités et pour contribuer efficacement à l'élimination de la faim. À cet effet, le PAM a élaboré le PSP en collaboration étroite avec les donateurs et semble bénéficier d'un appui solide de leur part. Il ne ménagera aucun effort pour diversifier sa base de donateurs et s'efforcera d'obtenir les financements souples et pluriannuels que nécessite le bureau de pays pour pouvoir répondre rapidement à l'évolution des besoins dans un contexte instable.

### ***Risques institutionnels***

83. Sur le plan institutionnel, le principal danger auquel est exposé le PAM est un risque de corruption au niveau des procédures suivies par le PAM ou ses partenaires. Le PAM a établi une unité chargée entre autres d'effectuer des examens périodiques de vérification de la conformité. En collaboration avec d'autres unités, bureaux, partenaires coopérants et équipes d'appui aux programmes, l'unité chargée de la vérification de la conformité contribue à veiller à la bonne application des directives et des procédures opératoires normalisées du PAM. Ces mesures viennent compléter les contrôles effectués par le bureau régional et les missions d'audit du PAM.

## 6. Des ressources axées sur les résultats

### 6.1 Budget de portefeuille de pays

Effet direct stratégique	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Total
1	26 555 368	49 976 328	48 130 107	48 512 229	31 764 391	<b>204 938 423</b>
2	23 562 189	48 820 702	48 487 448	51 718 081	30 128 232	<b>202 716 652</b>
3	14 652 362	38 590 885	44 936 621	50 413 309	22 395 480	<b>170 988 656</b>
4	7 040 963	12 941 403	11 481 832	8 441 198	3 028 776	<b>42 934 173</b>
5	875 436	1 827 614	1 642 241	1 609 231	793 605	<b>6 748 127</b>
6	10 815 271	22 163 528	22 367 907	22 552 414	11 445 277	<b>89 344 397</b>
<b>Total</b>	<b>83 501 588</b>	<b>174 320 460</b>	<b>177 046 156</b>	<b>183 246 462</b>	<b>99 555 762</b>	<b>717 670 428</b>

84. Sur un budget total de plus de 717 millions de dollars, la plus grande part des crédits est consacrée à l'effet direct stratégique 1, en raison de l'instabilité de la situation. Avec les leçons qu'il tirera de l'expérience de la mise en œuvre du PSP, le PAM devrait cependant pouvoir allouer davantage de crédits budgétaires à la mise en place de solutions durables (effet direct stratégique 2) et à la prévention de la malnutrition (effet direct stratégique 3). Les activités spécifiquement liées à la problématique hommes-femmes et celles intégrant une démarche soucieuse d'égalité entre les sexes, qui sont prévues dans chaque effet direct stratégique, représentent 15 pour cent du budget total sur quatre ans.

### 6.2 Perspectives de financement

85. Au cours des trois dernières années, le PAM a reçu en moyenne 93 millions de dollars par an au titre de son IPSR, 28 millions de dollars pour son opération d'urgence, et 12,9 millions de dollars au titre des Services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies. Il a également mobilisé 15 millions de dollars par an en moyenne pour les activités financées par des fonds d'affectation spéciale. Au total, il a reçu environ 150 millions de dollars par an. Compte tenu des discussions qui ont eu lieu avec les donateurs et de l'expérience passée, le PAM prévoit de recevoir des financements du même ordre, voire un peu plus élevés, jusqu'en 2020. Il fera tout son possible pour passer des accords de financement pluriannuel afin d'améliorer la prévisibilité et de pouvoir ainsi garantir la cohérence et la qualité de ses programmes.

### 6.3 Stratégie de mobilisation des ressources

86. Lors des nombreuses consultations qui ont eu lieu, le PAM a reçu des donateurs des signaux forts indiquant qu'ils sont favorables aux orientations présentées dans le présent PSP. Le bureau de pays envisage une stratégie de mobilisation des ressources à deux volets: augmentation des engagements des bailleurs de fonds traditionnels et recherche de financements auprès de nouveaux donateurs. Les donateurs traditionnels ont indiqué qu'ils s'efforceraient de maintenir, voire d'augmenter, le montant de leurs financements et nombre d'entre eux envisagent de verser des contributions pluriannuelles. Le PAM étudiera également les possibilités d'obtenir des financements de nouveaux donateurs qui se sont déclarés intéressés par l'approche proposée.

## ANNEXE I

## CADRE LOGIQUE DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS ÉTABLI POUR L'AFGHANISTAN (2018–2022)

**But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro**

**Objectif stratégique 1: Éliminer la faim en préservant l'accès à l'alimentation**

**Résultat stratégique 1: Chacun a accès à la nourriture (cible 1 de l'ODD 2)**

**Effet direct stratégique 1: D'ici à 2022, les personnes vulnérables en Afghanistan sont en mesure de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels pendant et immédiatement après des situations d'urgence**

Catégorie d'effet direct correspondante:

Maintien/amélioration de l'accès des individus et des ménages à une alimentation suffisante

Domaine d'action privilégié: réponse face à une crise

Tient compte de la nutrition

Hypothèses

La stabilité régionale ou nationale ne se détériore pas

Les catastrophes frappant le pays se maintiennent aux niveaux prévus

La filière d'approvisionnement n'est pas interrompue et des fonds suffisants sont disponibles

**Indicateurs d'effet direct**

Indice des stratégies de survie fondé sur la consommation (moyenne)

Score de consommation alimentaire

Score de consommation alimentaire – nutrition

Part des dépenses consacrées à l'alimentation

Seuil minimal de diversité du régime alimentaire – femmes

Proportion d'enfants âgés de 6 à 23 mois recevant l'apport alimentaire minimum acceptable

## Activités et produits

### 1. Fournir aux personnes vulnérables une assistance alimentaire à dimension nutritionnelle non assortie de conditions (Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture)

Nombre de personnes ayant pris connaissance de messages sur la nutrition diffusés avec l'appui du PAM (E: Activités de sensibilisation et d'éducation réalisées)

Quantité d'aliments nutritifs spécialisés fournis (B: Aliments nutritifs fourni)

Les personnes vulnérables bénéficient de transferts alimentaires ou monétaires à dimension nutritionnelle qui leur permettent de satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels de base et qui favorisent la stabilité (ODD 16) (A: Ressources transférées)

### Effet direct stratégique 2: D'ici à 2022, les personnes vulnérables parviennent progressivement à subvenir elles-mêmes à leurs besoins alimentaires et nutritionnels

Catégorie d'effet direct correspondante:  
Maintien/amélioration de l'accès des individus et des ménages à une alimentation suffisante

Tient compte de la nutrition

Domaine d'action privilégié:  
renforcement de la résilience

### Hypothèses

La stabilité régionale ou nationale ne se détériore pas

Les catastrophes frappant le pays se maintiennent aux niveaux prévus

La filière d'approvisionnement n'est pas interrompue et des fonds suffisants sont disponibles

Des partenaires coopérants sont disponibles et ont des capacités suffisantes

Les marchés fonctionnent et les prix sont stables dans les zones où sont effectués des transferts d'espèces et de bons

Les structures de coordination demeurent en place

Les structures gouvernementales, adéquates et fiables, disposent des capacités nécessaires

L'accès aux communautés ciblées est approprié

### Indicateurs d'effet direct

Indice des stratégies de survie fondé sur la consommation (pourcentage de ménages dont l'indice des stratégies de survie est en baisse)

Indice des capacités de préparation aux situations d'urgence

Score de consommation alimentaire

Score de consommation alimentaire – nutrition

Part des dépenses consacrées à l'alimentation

Seuil minimal de diversité du régime alimentaire – femmes

Proportion d'enfants âgés de 6 à 23 mois recevant l'apport alimentaire minimum acceptable

Proportion de la population dans les communautés ciblées faisant état d'avantages découlant de l'amélioration de la base d'actifs

## **Activités et produits**

### **3. Renforcer les capacités des institutions chargées de la préparation aux situations d'urgence (Renforcement des capacités institutionnelles)**

Nombre de personnes ayant pris connaissance de messages sur la nutrition diffusés avec l'appui du PAM (E: Activités de sensibilisation et d'éducation réalisées)

Les personnes vulnérables bénéficient d'un appui aux moyens d'existence à dimension nutritionnelle pour améliorer leur autosuffisance, réduire les risques de catastrophe et s'adapter au changement climatique (ODD 13), créer des emplois (ODD 8) en milieu urbain (ODD 11) et rural, et favoriser la stabilité (ODD 16) (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

### **2. Fournir aux personnes vulnérables un appui aux moyens d'existence assorti de conditions, prenant en compte la dimension nutritionnelle et contribuant à transformer les relations entre les sexes (Création d'actifs et appui aux moyens d'existence)**

Nombre de personnes ayant pris connaissance de messages sur la nutrition diffusés avec l'appui du PAM (E: Activités de sensibilisation et d'éducation réalisées)

Les personnes vulnérables bénéficient d'une amélioration de la préparation aux situations de crise qui leur permet de couvrir leurs besoins alimentaires et nutritionnels et favorise la stabilité (ODD 16) (A: Ressources transférées)

Les personnes vulnérables bénéficient d'un appui aux moyens d'existence à dimension nutritionnelle pour améliorer leur autosuffisance, réduire les risques de catastrophe et s'adapter au changement climatique (ODD 13), créer des emplois (ODD 8) en milieu urbain (ODD 11) et rural, et favoriser la stabilité (ODD 16) (D: Actifs créés)

**Objectif stratégique 2: Améliorer la nutrition****Résultat stratégique 2: Personne ne souffre de malnutrition (cible 2 de l'ODD 2)****Effet direct stratégique 3: D'ici à 2022, la nutrition des personnes vulnérables vivant dans les zones ciblées s'améliore à chaque étape du cycle de la vie**

Catégorie d'effet direct  
correspondante: Amélioration de la  
consommation de produits  
alimentaires de qualité et riches en  
nutriments chez les personnes ciblées

Tient  
compte de la  
nutrition

Domaine d'action privilégié:  
renforcement de la résilience

**Hypothèses**

La stabilité régionale ou nationale ne se détériore pas

Les catastrophes frappant le pays se maintiennent aux niveaux prévus

La filière d'approvisionnement n'est pas interrompue et des fonds suffisants sont disponibles

**Indicateurs d'effet direct**

Efficacité du traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux d'abandon du traitement

Efficacité du traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux de mortalité

Efficacité du traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux de non-réaction au traitement

Efficacité du traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux de récupération

Seuil minimal de diversité du régime alimentaire – femmes

Proportion d'enfants âgés de 6 à 23 mois recevant l'apport alimentaire minimum acceptable

Proportion de la population remplissant les conditions pour bénéficier du programme qui y participe effectivement (couverture)

Proportion de la population cible participant à un nombre suffisant de distributions (observance)

## Activités et produits

### 4. Offrir aux personnes ciblées et à leur communauté une gamme complète de mesures propres à faire évoluer les relations entre les sexes pour la prévention et le traitement de la malnutrition, notamment des services, des aliments nutritifs spécialisés appropriés et des activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements (Prévention de la malnutrition)

Les personnes vulnérables et les communautés auxquelles elles appartiennent bénéficient d'activités de communication destinées à faire évoluer la société et les comportements, l'objectif étant de prévenir et de traiter la malnutrition, et de favoriser l'égalité entre les sexes (ODD 5) (E: Activités de sensibilisation et d'éducation réalisées)

Des personnes vulnérables de tous âges – enfants de 6 à 59 mois, enfants scolarisés, adolescentes, filles et femmes enceintes et allaitantes – bénéficient de services nutritionnels et reçoivent des aliments nutritifs spécialisés, l'objectif étant de prévenir et de traiter la malnutrition, et de favoriser l'égalité entre les sexes (ODD 5) (A: Ressources transférées)

Des personnes vulnérables de tous âges – enfants de 6 à 59 mois, enfants scolarisés, adolescentes, filles et femmes enceintes et allaitantes – bénéficient de services nutritionnels et reçoivent des aliments nutritifs spécialisés, l'objectif étant de prévenir et de traiter la malnutrition, et de favoriser l'égalité entre les sexes (ODD 5) (B: Aliments nutritifs fournis)

### Objectif stratégique 3: Assurer la sécurité alimentaire

#### Résultat stratégique 4: Les systèmes alimentaires sont durables (cible 4 de l'ODD 2)

**Effet direct stratégique 4: D'ici à 2022, la population a accès dans tout le pays à un large éventail de produits alimentaires nutritifs enrichis à des prix abordables**

Catégorie d'effet direct correspondante: Appui à des fonctions et services commerciaux ayant trait aux systèmes ouverts à tous

Domaine d'action privilégié: renforcement de la résilience

Tient compte de la nutrition

Hypothèses

#### Indicateurs d'effet direct

Pourcentage d'accroissement de la production d'aliments de qualité riches en nutriments

## Activités et produits

### 5. Aider le Gouvernement et les partenaires commerciaux à élaborer, renforcer et développer les chaînes de valeur de produits nutritionnels (Renforcement des capacités institutionnelles)

Des produits alimentaires nutritifs enrichis et produits localement sont mis à disposition des personnes vulnérables pour subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les personnes vulnérables vivant dans les zones ciblées bénéficient de chaînes de valeur de produits nutritionnels gouvernementales améliorées mobilisant la réserve céréalière stratégique, qui contribueront à subvenir aux besoins alimentaires et nutritionnels de ces personnes et à favoriser la stabilité (ODD 16) (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

### But stratégique 2: Nouer des partenariats pour faciliter la mise en œuvre des ODD

#### Objectif stratégique 4: Appuyer la mise en œuvre des ODD

#### Résultat stratégique 6: Les politiques appuyant le développement durable sont cohérentes (Cible 14 de l'ODD 17)

#### Effet direct stratégique 5: D'ici à 2022, les institutions nationales et infranationales ont une approche plus exigeante au niveau des politiques de sécurité alimentaire et de nutrition

Catégorie d'effet direct correspondante: Appui aux processus de réformes de fond inclusifs et durables en matière de sécurité alimentaire et de nutrition

Domaine d'action privilégié: renforcement de la résilience

## Hypothèses

### Indicateurs d'effet direct

Proportion de secteurs et d'entités gouvernementales ciblés donnant suite aux recommandations formulées à l'occasion des examens stratégiques nationaux Faim zéro

Proportion de secteurs et d'entités gouvernementales ciblés participant aux examens stratégiques nationaux Faim zéro

## Activités et produits

### **6. Aider les représentants du Gouvernement et les partenaires à améliorer la cohérence de la politique Faim zéro, en particulier en matière de protection sociale, et à favoriser la reconnaissance de l'objectif Faim zéro comme une priorité de développement (Renforcement des capacités institutionnelles)**

Les personnes vulnérables tirent profit du fait que l'objectif Faim zéro est davantage reconnu comme une priorité majeure du développement qui doit permettre d'améliorer leur sécurité alimentaire et leur nutrition, et favoriser la stabilité (ODD 16) (J: Réformes de fond identifiées/préconisées)

Les personnes vulnérables bénéficient d'une politique Faim zéro plus cohérente, notamment en matière de protection sociale, laquelle doit permettre d'améliorer leur sécurité alimentaire et leur nutrition et favoriser la stabilité (ODD 16) (M: Mécanismes de coordination nationaux appuyés)

### **Objectif stratégique 5: Travailler en partenariat pour de meilleurs résultats au regard des ODD**

**Résultat stratégique 8: Le partage des connaissances, du savoir-faire et de la technologie renforce l'appui apporté par les partenariats mondiaux aux activités menées par les pays en vue de réaliser les ODD (cible 16 de l'ODD 17)**

**Effet direct stratégique 6: La communauté d'aide humanitaire a davantage de moyens pour répondre aux besoins dans l'ensemble du pays jusqu'à la fin de 2022**

Catégorie d'effet direct  
correspondante: Amélioration des  
plateformes de coordination  
communes

Domaine d'action privilégié:  
intervention face à une crise

Hypothèses

### **Indicateurs d'effet direct**

Taux de satisfaction des usagers

## Activités et produits

### **8. Fournir des services aériens d'aide humanitaire à tous les partenaires tant qu'il n'existe pas d'autres solutions acceptables (Prestation de services et plateformes)**

Les personnes vulnérables bénéficient des services de transport aérien fournis par le PAM à ses partenaires, afin de recevoir en temps voulu une assistance efficace (H: Services et plateformes partagés mis à disposition)

### **7. Mettre à disposition des partenaires la plateforme SCOPE, la chaîne d'approvisionnement, les TIC et des services de gestion et de communication de l'information en vue de renforcer l'efficacité des opérations sur le terrain (Prestation de services et plateformes)**

Les personnes vulnérables bénéficient de la plateforme SCOPE, de la chaîne d'approvisionnement, des technologies de l'information et des communications (TIC), des installations et des services de gestion de l'information fournis par le PAM à ses partenaires, afin de recevoir en temps voulu une assistance efficace (H: Services et plateformes partagés mis à disposition)

**But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro**

**C.1. Les populations touchées sont en mesure de tenir le PAM et ses partenaires comptables pour ce qui est de répondre à leurs besoins alimentaires en tenant compte de leurs avis et de leurs préférences**

**Indicateurs transversaux**

C.1.1 Proportion de personnes bénéficiant d'une assistance informées au sujet du programme (qui en sont les bénéficiaires, ce qu'ils vont recevoir, quelle est la durée de l'assistance)

C.1.2 Proportion d'activités pour lesquelles les avis donnés en retour par les bénéficiaires sont consignés, analysés et pris en compte pour améliorer les programmes

**C.2. Les populations touchées sont en mesure de bénéficier des programmes du PAM d'une manière qui assure et renforce leur sécurité, leur dignité et leur intégrité**

**Indicateur transversal**

C.2.1 Proportion de personnes ciblées ayant accès à l'assistance sans se heurter à des problèmes de protection

**C.3. L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes progressent au sein des populations bénéficiant de l'assistance du PAM**

**Indicateurs transversaux**

C.3.1 Proportion de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des produits alimentaires, des espèces ou des bons sont prises par la femme, par l'homme ou par les deux, ventilée par modalité de transfert

C.3.2 Proportion de femmes parmi les membres des entités prenant les décisions concernant l'assistance alimentaire (comités, conseils, équipes, etc.)

C.3.3 Type de transfert (vivres, espèces, bons ou pas de rémunération) reçu par les personnes participant aux activités du PAM, ventilé par sexe et type d'activité

**C.4. Les communautés ciblées tirent profit des programmes du PAM sans que cela nuise à l'environnement**

**Indicateur transversal**

C.4.1 Proportion d'activités pour lesquelles les risques écologiques ont été évalués et des mesures d'atténuation définies, selon que de besoin

## ANNEXE II

VENTILATION INDICATIVE DES COÛTS PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ( <i>en dollars</i> )							
	Résultat stratégique 1/ ODD 2 cible 1	Résultat stratégique 1/ ODD 2 cible 1	Résultat stratégique 2/ ODD 2 cible 2	Résultat stratégique 4/ ODD 2 cible 4	Résultat stratégique 6/ ODD 17 cible 14	Résultat stratégique 8/ ODD 17 cible 16	Total
	Résultat stratégique 1	Résultat stratégique 2	Résultat stratégique 3	Résultat stratégique 4	Résultat stratégique 5	Résultat stratégique 6	
Domaine d'action privilégié	Intervention face à une crise	Résilience	Résilience	Résilience	Résilience	Résilience	
Transfert	151 647 795	153 422 361	121 774 508	27 928 932	4 237 784	63 488 405	<b>522 499 785</b>
Mise en œuvre	21 464 390	17 794 382	22 606 755	8 334 316	1 461 644	11 968 628	<b>83 630 116</b>
Coûts d'appui directs ajustés	19 318 259	19 127 531	16 171 466	4 050 529	636 841	8 434 420	<b>67 739 044</b>
Total partiel	192 430 444	190 344 274	160 552 729	40 313 777	6 336 270	83 891 453	<b>673 868 946</b>
Coûts d'appui indirects (6,5 pour cent)	12 507 979	12 372 378	10 435 927	2 620 396	411 858	5 452 944	<b>43 801 482</b>
<b>Total</b>	<b>204 938 423</b>	<b>202 716 652</b>	<b>170 988 656</b>	<b>42 934 173</b>	<b>6 748 127</b>	<b>89 344 397</b>	<b>717 670 428</b>

**Liste des sigles utilisés dans le présent document**

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IOM	Organisation internationale pour les migrations
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
ODD	objectif de développement durable
OMS	Organisation mondiale de la Santé
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
PSP	plan stratégique de pays
TIC	technologie de l'information et de la communication
UNHAS	Services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance